

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Saint-Constant | 67035 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Brochu, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Constant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature



Date 11 mai 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Saint-Constant

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Saint-Constant (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

amener la Ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, 11 mai 2021

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	36 898 042	36 800 384	34 752 085
Compensations tenant lieu de taxes	2	434 178	463 707	435 069
Quotes-parts	3		286 250	274 404
Transferts	4	992 150	11 819 332	13 083 135
Services rendus	5	1 779 473	1 337 266	1 720 688
Imposition de droits	6	2 496 457	3 383 849	2 870 763
Amendes et pénalités	7	1 662 045	1 357 239	1 721 378
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	294 278	245 165	351 999
Autres revenus	10	2 958 608	1 711 542	4 549 556
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	47 515 231	57 404 734	59 759 077
Charges				
Administration générale	14	7 615 123	8 189 879	7 967 820
Sécurité publique	15	10 243 217	10 562 733	9 939 729
Transport	16	8 144 470	10 415 476	9 202 620
Hygiène du milieu	17	6 590 073	9 228 090	8 537 957
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 395 034	1 315 197	1 347 129
Loisirs et culture	20	6 066 187	6 891 825	7 130 013
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 493 904	2 308 936	2 063 985
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	42 548 008	48 912 136	46 189 253
Excédent (déficit) de l'exercice	25	4 967 223	8 492 598	13 569 824
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		122 035 943	108 466 119
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		122 035 943	108 466 119
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		130 528 541	122 035 943

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 170 589	1 484 132
Débiteurs (note 5)	2	29 781 721	27 351 678
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	331 426	420 357
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	36 600	38 600
Autres actifs financiers (note 9)	7	22 041	22 041
	8	36 342 377	29 316 808
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	10 403 000	20 588 277
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	14 792 442	14 516 348
Revenus reportés (note 12)	12	2 399 702	2 221 460
Dette à long terme (note 13)	13	97 805 227	68 980 045
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 540 869	1 383 345
Autres passifs (note 14)	15		
	16	126 941 240	107 689 475
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(90 598 863)	(78 372 667)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	220 653 435	199 800 855
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19		
Stocks de fournitures	20	228 742	261 396
Autres actifs non financiers (note 18)	21	245 227	346 359
	22	221 127 404	200 408 610
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	130 528 541	122 035 943

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 967 223	8 492 598	13 569 824
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	28 130 381)	(35 750 102)
Produit de cession	3		156 146	2 467 525
Amortissement	4		7 196 870	6 977 343
(Gain) perte sur cession	5		(75 215)	(2 236 901)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(20 852 580)	(28 542 135)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		32 654	36 218
Variation des autres actifs non financiers	11		101 132	154 315
	12		133 786	190 533
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	4 967 223	(12 226 196)	(14 781 778)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(78 372 667)	(63 590 889)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(78 372 667)	(63 590 889)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(90 598 863)	(78 372 667)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 492 598	13 569 824
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	7 196 870	6 977 343
Autres			
▪ Gain cession / Réd de valeur	3	14 840	(2 235 438)
▪ Contribution des promoteurs	4	(536 036)	(1 609 076)
	5	15 168 272	16 702 653
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 523 061)	(12 971 778)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(1 093 119)	789 995
Revenus reportés	9	178 242	413 021
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	159 524	155 481
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	32 654	36 218
Autres actifs non financiers	13	101 132	154 315
	14	12 023 644	5 279 905
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15 (	26 132 114 )(	28 650 571)
Produit de cession	16	156 146	2 467 525
	17	(25 975 968)	(26 183 046)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 (	52 408 )(	52 416)
Remboursement ou cession	19	51 284	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 ())
Cession	21		
	22	(1 124)	(52 416)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	35 344 673	28 817 646
Remboursement de la dette à long terme	24 (	6 395 033 )(	11 877 663)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(10 185 277)	4 131 357
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(124 458)	(214 252)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	18 639 905	20 857 088
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	4 686 457	(98 469)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 484 132	1 582 601
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 484 132	1 582 601
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	6 170 589	1 484 132

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Constant (ci-après la « Ville ») est constituée et régie en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Les états financiers incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe. La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

- Régie d'Assainissement des Eaux du Bassin de La Prairie	22,04 %
- Régie Intermunicipale de Police Roussillon	23,83 %
- TARSO Inc. (Transport Adapté Rive-Sud Ouest)	25,19 %
- Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine	67,50 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures:	20 à 40 ans
Bâtiments:	40 ans
Véhicules:	6 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers:	3 à 20 ans
Améliorations locatives:	Durée du bail

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Les régimes de retraite des élus municipaux auxquels participent la Ville, la Régie intermunicipale de police Roussillon et la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c.15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après la « Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville et de la Régie de Police

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de cinq années.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :

- Avantages sociaux futurs :

* Déficit initial au 1er janvier 2007 :

- Régimes capitalisés et non capitalisés: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

* Coûts liés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

* Perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée. Le tout doit être totalement amorti sur une période maximale correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants, soit avant le 31 décembre 2026;

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	5 712 395	2 346 891
Découvert bancaire	2 (	)	( 1 308 331)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	458 194	445 572
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	6 170 589	1 484 132
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	3 148 473	2 792 463
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	1 402 973	7 120 202

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées à la trésorerie et les équivalents de trésorerie des partenariats auxquels la Ville participe.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	2 483 222	1 329 010
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	18 606 835	13 687 200
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	5 443 585	7 430 228
Organismes municipaux	15	106 993	141 284
Autres			
▪ Autres	16	1 602 516	3 650 755
▪ Droits de mutation	17	1 538 570	1 113 201
	18	29 781 721	27 351 678
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	12 423 898	3 500 423
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	12 423 898	3 500 423
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	838 111	813 466

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,41 % à 3,72 % (2,76 % à 3,72 % au 31 décembre 2019) et viennent à échéance au plus tard en 2040.

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	331 426	420 357
Autres placements	31		
	32	331 426	420 357
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Le placement à titre d'investissement est constitué de la participation de la Ville dans le fonds de garantie de la franchise collective en responsabilité civile et en biens de l'Union des municipalités du Québec.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

8. Avantages sociaux futurs

	2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35 (740 604)	(629 575)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36 (763 665)	(715 170)
	37 (1 504 269)	(1 344 745)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38 1 334 575	1 275 037
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39 79 143	66 727
Régimes à cotisations déterminées	40	
Autres régimes (REER et autres)	41 194 480	125 437
Régimes de retraite des élus municipaux	42 61 167	54 471
	43 1 669 365	1 521 672

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieur du Québec par des associations d'employés.

Dans son jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que le Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque la Ville et la Régie intermunicipale de police Roussillon n'ont pas suspendu l'indexation des participants retraités dans le cadre de l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucun impact sur les régimes.

9. Autres actifs financiers

	2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44	
Autres	45 22 041	22 041
	46 22 041	22 041

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie de marges de crédit pour un montant de 6 000 000 \$ pour les activités de fonctionnement et de 24 500 000 \$ pour les activités d'investissement, portant intérêt au taux préférentiel moins 1,25 % (1,20 %; 2,70 % au 31 décembre 2019) et renouvelables en janvier 2021.

La Régie intermunicipale de police Roussillon bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,15 % (2,30 %; 3,8 % au 31 décembre 2019) et renouvelable annuellement. Cette marge de crédit est utilisée pour les opérations courantes.

La Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie bénéficie d'emprunts temporaires autorisés d'un montant total autorisé de 7 500 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25 % (2,70 %; taux préférentiel (3,95 %) au 31 décembre 2019) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour les investissements de la Régie.

La Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine bénéficie de marges de crédit d'un montant autorisé de 500 000 \$ pour les activités de fonctionnement et d'un montant autorisé de 1 698 000 \$ pour les activités d'investissement. Ces marges portent intérêt au taux préférentiel (2,45 %; 3,95 % aux 31 décembre 2019) et sont renouvelables annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	4 893 617	7 028 034
Salaires et avantages sociaux	48	2 354 061	1 979 942
Dépôts et retenues de garantie	49	5 613 429	3 996 625
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Gouvernement du Canada	51	14 733	13 767
▪ Gouvernement du Québec	52	152 898	156 775
▪ Organismes municipaux	53	782 522	533 616
▪ Intérêts sur la dette à LT	54	754 618	597 667
▪ Autres courus et passifs	55	226 564	209 922
	56	14 792 442	14 516 348

Note

Au cours de l'exercice, la Ville a acquis des immobilisations, dont un montant de 7 327 009 \$ (5 864 778 \$ au 31 décembre 2019) est inclus dans les fournisseurs et dépôts et retenues de garantie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	674 584	626 875
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	276 306	125 185
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Transfert	67	276 359	316 296
▪ Industries (RAEBLP)	68	1 172 453	1 153 104
▪	69		
▪	70		
	71	2 399 702	2 221 460

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,60	2,75	2021	2036	72	98 579 102	69 629 462
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	98 579 102	69 629 462
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(773 875)	(649 417)
					82	97 805 227	68 980 045

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2021	83	10 737 224			10 737 224
2022	84	14 725 163			14 725 163
2023	85	19 106 683			19 106 683
2024	86	12 410 198			12 410 198
2025	87	14 278 470			14 278 470
2026 et plus	88	27 321 364			27 321 364
	89	98 579 102			98 579 102
Intérêts et frais accessoires	90	()	()	()	
	91	98 579 102			98 579 102

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note**15. Actifs financiers nets (dette nette)**

	2020	2019
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	99 (90 598 863)	(78 372 667)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 () ()	
Autres	101 () ()	
	102 (90 598 863)	(78 372 667)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	55 089 545	1 450 391		56 539 936
Eaux usées	104	64 941 770	2 584 906		67 526 676
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	77 210 314	5 992 208	80 978	83 121 544
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	106	12 254 377	612 157	236 866	12 629 668
▪ Autres	107	6 923 544	706 891	369 129	7 261 306
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	25 958 698	1 466 508		27 425 206
Améliorations locatives	110	42 931			42 931
Véhicules	111	5 783 443	210 071	105 793	5 887 721
Ameublement et équipement de bureau	112	4 375 516	382 389	1 527 526	3 230 379
Machinerie, outillage et équipement divers	113	3 718 527	699 882	155 452	4 262 957
Terrains	114	7 599 950		28 900	7 571 050
Autres	115				
	116	263 898 615	14 105 403	2 504 644	275 499 374
Immobilisations en cours	117	26 438 124	14 024 978		40 463 102
	118	290 336 739	28 130 381	2 504 644	315 962 476
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	16 310 596	1 057 356		17 367 952
Eaux usées	120	28 918 083	1 484 733		30 402 816
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	21 059 134	2 174 537	80 978	23 152 693
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	122	4 935 219	515 446	236 866	5 213 799
▪ Autres	123	2 501 946	308 983	369 129	2 441 800
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	9 572 686	672 696		10 245 382
Améliorations locatives	126	14 338	13 221		27 559
Véhicules	127	1 837 135	357 187	55 332	2 138 990
Ameublement et équipement de bureau	128	3 367 843	314 257	1 525 956	2 156 144
Machinerie, outillage et équipement divers	129	2 018 904	298 454	155 452	2 161 906
Autres	130				
	131	90 535 884	7 196 870	2 423 713	95 309 041
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	199 800 855			220 653 435
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

	2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	
Immeubles industriels municipaux	137	
Autres	138	
	139	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2020	2019
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	142	245 227
▪	143	346 359
▪	144	
Autres		
▪	145	
▪	146	
	147	245 227
		346 359

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats et ententes échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2026, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme de 16 477 934 \$. Pour pourvoir à ses engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes approximatives suivantes :

2021: 13 256 591 \$
 2022: 1 599 381 \$
 2023: 728 995 \$
 2024: 511 119 \$
 2025: 319 347 \$

La Ville s'est engagée via la Régie d'Assainissement des Eaux du Bassin de La Prairie à verser un montant de 2 548 973 \$ pour la gérance de l'exploitation des ouvrages de l'assainissement, un montant de 1 731 979 \$ pour l'évacuation, le transport et l'élimination des boues, un montant de 341 549 \$ pour des analyses de laboratoire et un montant de 394 561 \$ pour l'achat de produits chimiques et autres engagements. Ces contrats échoient à différentes dates de 2021 à 2024.

La Ville s'est engagée via la Régie Intermunicipale de Police Roussillon à verser un montant de 860 831 \$ pour des contrats d'entretien, de soutien informatique et de location d'équipements. Ces contrats échoient à différentes dates de 2021 à 2024.

La Ville s'est engagée via la Régie Intermunicipale d'incendie de Saint-Constant

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

et Sainte-Catherine à verser un montant de 1 899 751 \$ pour des contrats de fourniture d'habits de combat et de service en matière de prévention des incendies. Ces contrats échoient à différentes dates de 2021 à 2025.

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 2 134 341 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 223 736 \$ en 2021, 208 148 \$ en 2022, 197 243 \$ en 2023, 186 012 \$ en 2024, 174 442 \$ en 2025 et 1 144 760 \$ pour les années 2026 et suivantes.

La Ville a également conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2029, prévoyant la perception de loyers totalisant 4 577 637 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 927 871 \$ en 2021, à 993 133 \$ en 2022, à 453 603 \$ en 2023, à 457 097 \$ en 2024 et à 460 652 \$ en 2025.

La Ville a aussi conclu des conventions de location pour des sites de télécommunications échéant à différentes dates jusqu'en 2035, prévoyant des revenus de loyers totalisant 2 711 316 \$. Les sommes qui seront perçues au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 195 646 \$ en 2021, à 191 038 \$ en 2022, à 186 444 \$ en 2023, à 190 154 \$ en 2024 et à 193 955 \$ en 2025.

La ville a également conclu une entente pour l'exploitation d'éoliennes avec une société d'énergie qui s'est engagée à verser des redevances jusqu'en 2032 totalisant 427 667 \$. Les sommes qui seront perçues au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 32 647 \$ en 2021, à 33 163 \$ en 2022, à 33 687 \$ en 2023, à 34 219 \$ en 2024 et à 34 760 \$ en 2025.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
148			

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté (MRC) du Roussillon. Au 31 décembre 2020, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 953 583 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Au 31 décembre 2020, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 150 703 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain et de EXO. Au 31 décembre 2020, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 334 000 \$ et 1 943 000 \$ respectivement.

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de poursuites contre la Régie intermunicipale de police du Roussillon :

- La Régie est poursuivie pour une somme de 1 866 408 \$ en plus de l'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle, plus les frais de justice. Cette réclamation est entre les mains des assurances de la Régie.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de poursuites contre la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie :

- Une poursuite de 877 785 \$ réclamée par un entrepreneur pour des coûts additionnels vu la prolongation du chantier. Il n'est pas possible présentement de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer. Un autre entrepreneur est également en négociation pour la récupération de coûts additionnels pour la même raison. Le processus n'est pas encore judiciairisé et il n'est pas possible de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer.

- De plus, une poursuite en dommages a été intentée contre la Régie pour le non-paiement des retenues dans le cadre du contrat de biométhanisation. Les retenues à payer réclamées totalisent un montant 2 370 420 \$ et un montant de 50 000 \$ est également demandé pour les dommages. Au 31 décembre 2020, les états financiers de la Régie incluent un montant de 2 316 960 \$ relativement aux retenues à payer sur ce contrat. Il n'est pas possible présentement de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer.

D) Autres*Griefs*

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par le syndicat des policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour un montant total indéterminé. De l'avis des administrateurs de la Régie, la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26 Fonds de roulement

La ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 707 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximale de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27 Flux de trésorerie

Les intérêts payés au cours de l'exercice : 1 843 489 \$ (1 561 852 \$ en 2019).
Les intérêts reçus au cours de l'exercice : 245 165 \$ (351 999 \$ en 2019).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	34 752 085	36 898 042	36 800 384			36 800 384
Compensations tenant lieu de taxes	2	435 069	434 178	463 707			463 707
Quotes-parts	3					10 914 684	286 250
Transferts	4	455 888	892 298	3 450 634		181 949	3 632 583
Services rendus	5	961 919	1 083 723	513 971		823 295	1 337 266
Imposition de droits	6	2 842 227	2 296 457	3 352 261			3 352 261
Amendes et pénalités	7	851 650	822 000	627 553		729 686	1 357 239
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	295 120	273 745	215 114		30 051	245 165
Autres revenus	10	2 941 058	2 957 810	1 235 324		(59 818)	1 175 506
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	43 535 016	45 658 253	46 658 948		12 619 847	48 650 361
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	12 238 821	90 000	8 186 749			8 186 749
Imposition de droits	16	28 536	200 000	31 588			31 588
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	1 609 076		536 036			536 036
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	13 876 433	290 000	8 754 373			8 754 373
	21	57 411 449	45 948 253	55 413 321		12 619 847	57 404 734
Charges							
Administration générale	22	7 489 222	7 615 123	7 719 903	469 976		8 189 879
Sécurité publique	23	9 094 976	9 528 648	9 654 806	2 213	10 229 985	10 562 733
Transport	24	6 307 040	7 904 845	7 494 491	2 758 093	162 892	10 415 476
Hygiène du milieu	25	5 712 849	6 442 977	6 456 197	2 430 789	1 645 267	9 228 090
Santé et bien-être	26						
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 325 670	1 395 034	1 293 413	21 784		1 315 197
Loisirs et culture	28	6 294 778	6 066 187	6 021 402	870 423		6 891 825
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 807 234	2 261 837	2 077 188		231 748	2 308 936
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	6 308 400		6 553 278	(6 553 278)		
	33	44 340 169	41 214 651	47 270 678		12 269 892	48 912 136
Excédent (déficit) de l'exercice	34	13 071 280	4 733 602	8 142 643		349 955	8 492 598

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 071 280	4 733 602	8 142 643	349 955	8 492 598
Moins : revenus d'investissement	2 (	13 876 433)	290 000)	8 754 373)	()	8 754 373)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(805 153)	4 443 602	(611 730)	349 955	(261 775)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	6 308 400		6 553 278	643 592	7 196 870
Produit de cession	5	2 443 672		136 488	19 658	156 146
(Gain) perte sur cession	6	(2 230 625)		(107 588)	32 373	(75 215)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	6 521 447		6 582 178	695 623	7 277 801
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			51 284		51 284
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	1 464		90 055		90 055
	15	1 464		141 339		141 339
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	285 141			1 671	1 671
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 506 183)	4 015 693)	4 157 241)	641 347)	4 798 588)
	18	(3 221 042)	(4 015 693)	(4 157 241)	(639 676)	(4 796 917)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	513 610)	()	516 232)	66 084)	582 316)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	510 289		452 607		452 607
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 287 596	44 794	1 747 876	228 659	1 976 535
Réserves financières et fonds réservés	22	(439 455)	(472 703)	(427 760)	(80 689)	(508 449)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(316 111)		182 854	69 280	252 134
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	528 709	(427 909)	1 439 345	151 166	1 590 511
	26	3 830 578	(4 443 602)	4 005 621	207 113	4 212 734
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 025 425		3 393 891	557 068	3 950 959

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	13 876 433	8 754 373	8 754 373
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	890 013 )(	1 349 241 )(	1 349 241)
Sécurité publique	3 (	)(	307 011 )(	307 011)
Transport	4 (	9 304 801 )(	8 055 101 )(	8 055 101)
Hygiène du milieu	5 (	6 099 076 )(	4 086 644 )(	4 127 407)
Santé et bien-être	6 ()()()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	4 334 )(	4 334)
Loisirs et culture	8 (	18 515 611 )(	14 287 287 )(	14 287 287)
Réseau d'électricité	9 ()()()
	10 (	34 809 501 )(	27 782 607 )(	347 774)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()()()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	12 (	52 416 )(	52 408 )(	52 408)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	20 164 145	24 691 993	82 029
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	513 610	516 232	66 084
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		29 214	29 214
Excédent de fonctionnement affecté	16		7 157	7 157
Réserves financières et fonds réservés	17	330 411	555 900	173 340
	18	844 021	1 072 132	275 795
	19	(13 853 751)	(2 070 890)	10 050
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	22 682	6 683 483	10 050
				6 693 533

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019		2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		3 022 116	3 148 473	6 170 589
Débiteurs (note 5)	2	24 475 909	27 233 578	3 034 500	29 781 721
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	420 357	331 426		331 426
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	38 600	36 600		36 600
Autres actifs financiers (note 9)	7			22 041	22 041
	8	24 934 866	30 623 720	6 205 014	36 342 377
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	1 308 331			
Emprunts temporaires (note 10)	10	20 553 000	10 403 000		10 403 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	12 590 020	13 017 123	2 261 676	14 792 442
Revenus reportés (note 12)	12	1 033 290	1 223 846	1 175 856	2 399 702
Dette à long terme (note 13)	13	62 702 834	92 128 212	5 677 015	97 805 227
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			1 540 869	1 540 869
Autres passifs (note 14)	15				
	16	98 187 475	116 772 181	10 655 416	126 941 240
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(73 252 609)	(86 148 461)	(4 450 402)	(90 598 863)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	185 369 823	206 570 252	14 083 183	220 653 435
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19				
Stocks de fournitures	20	255 048	221 639	7 103	228 742
Autres actifs non financiers (note 18)	21	235 265	106 740	138 487	245 227
	22	185 860 136	206 898 631	14 228 773	221 127 404
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	2 543 779	4 018 893	847 544	4 866 437
Excédent de fonctionnement affecté	24	1 765 119	1 483 413	998 414	2 481 827
Réserves financières et fonds réservés	25	561 409	433 269	126 596	559 865
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(285 141)	(460 282)	(1 904 722)	(2 365 004)
Financement des investissements en cours	27	(17 436 599)	(10 753 116)	82 682	(10 670 434)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	125 458 960	126 027 993	9 627 857	135 655 850
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	112 607 527	120 750 170	9 778 371	130 528 541
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	10 249 358	9 999 373	16 619 605	16 338 417
Charges sociales	2	2 704 585	2 604 028	4 398 094	4 093 321
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	10 601 776	9 698 754	12 610 822	12 796 193
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	1 944 574	1 603 327	1 689 414	1 620 778
D'autres organismes municipaux	8			60 759	65 616
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	92 766	254 027	271 310	113 297
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	224 497	219 834	287 453	264 294
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	15 133 002	15 260 639	4 632 205	3 573 470
Transferts	13		366 570	366 570	
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	198 400	266 700	303 318	250 860
Amortissement des immobilisations	17		6 553 278	7 196 870	6 977 343
Autres					
▪ Autres	18	65 693	444 148	475 716	95 664
▪	19				
▪	20				
	21	41 214 651	47 270 678	48 912 136	46 189 253

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 866 437	3 445 919
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 481 827	2 381 311
Réserves financières et fonds réservés	3	559 865	755 689
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(2 365 004)	(2 217 630)
Financement des investissements en cours	5	(10 670 434)	(17 338 999)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	135 655 850	135 009 653
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	130 528 541	122 035 943

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	4 018 893	2 543 779
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	847 544	902 140
	11	4 866 437	3 445 919

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Budget 2021	12	1 466 170	1 679 180
▪ Déneigement	13	17 243	85 939
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	1 483 413	1 765 119
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie de Police	22	579 914	616 192
▪ Régie d'incendie	23	418 500	
▪	24		
	25	998 414	616 192
	26	2 481 827	2 381 311

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	280 072
Organismes contrôlés et partenariats	38	91 388
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	153 197
Organismes contrôlés et partenariats	40	35 208
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	559 865
	48	755 689
	559 865	755 689

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020

2019

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	40 989)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	13 107)(
Autres	52 (	1 299 222)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()(
	54 (	1 353 318)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
▪	58 ()(
▪	59 ()(
	60 (	1 353 318)(
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	34 198)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
▪ Régie de Police	72 (	534 054)(
▪ QDLG et jugement 2020	73 (	460 282)(
	74 (	1 028 534)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	16 848
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	20 401
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	16 848
	81 (	2 365 004)(
		2 217 630)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 1 013 851	1 051 651
Investissements à financer	83 (11 684 285)	(18 390 650)
	84 (10 670 434)	(17 338 999)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 220 653 435	199 800 855
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 331 426	420 357
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 220 984 861	200 221 212
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 220 984 861	200 221 212
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (97 805 227)	(68 980 045)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (773 875)	(649 417)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 12 423 898	3 500 423
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 373 436	381 654
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 534 054	630 594
	98 (85 247 714)	(65 116 791)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (81 297)	(94 768)
	100 (85 329 011)	(65 211 559)
	101 135 655 850	135 009 653

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime est offert à l'ensemble des salariés et est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final à la retraite.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants s'élèvent à 9,25 % du salaire. Les cotisations annuelles de la Ville et des employés ne peuvent être inférieures à 9,25 % du salaire. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2 % du salaire final multiplié par le nombre d'années de participation. Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des cinq dernières années de service. La date de la plus récente évaluation actuarielle sur base de comptabilité est le 31 décembre 2019.

Voir également la note 2 F) et la note 8 des notes complémentaires.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (629 575)	(511 985)
Charge de l'exercice	4 (1 334 575)	(1 275 037)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 223 546	1 157 447
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (740 604)	(629 575)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 32 518 875	28 788 445
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (34 371 742)	(30 512 384)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 852 867)	(1 723 939)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 112 263	1 094 364
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (740 604)	(629 575)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (740 604)	(629 575)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 21 622 875	20 092 445
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (23 475 742)	(21 816 384)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (1 852 867)	(1 723 939)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	2 806 582	2 304 615
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	2 806 582	2 304 615
Cotisations salariales des employés	21 (	1 405 240)	(1 148 137)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	245 000)	(62 000)
	23	1 156 342	1 094 478
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	132 312	115 207
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	1 288 654	1 209 685
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	1 689 093	1 541 844
Rendement espéré des actifs	33 (	1 643 172)	(1 476 492)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	45 921	65 352
Charge de l'exercice	35	1 334 575	1 275 037
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	1 962 055	1 438 464
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	1 643 172)	(1 476 491)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	318 883	(38 027)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(419 093)	44 223
Prestations versées au cours de l'exercice	40	539 410	512 573
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	32 882 948	29 785 291
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	1 852 865	1 723 939
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	2 890 776	1 883 280
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	17	18
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,50 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,50 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,25 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Régie intermunicipale de police Roussillon

L'employeur s'engage à verser une prime au syndicat pour tout policier retraité jusqu'à l'âge de 65 ans. Cette prime correspond à 5 % du dernier salaire gagné avant la retraite. L'employeur assume les frais d'assurance-vie de base pour un montant de 25 000 \$ et de l'assurance santé de tout employé cadre retraité au cours de la période pendant laquelle il a droit à la prestation de retraite temporaire (depuis la retraite anticipée jusqu'à la date normale de retraite). De plus, pour les retraites à compter du 1er janvier 2017, l'employeur assume également les frais pour la couverture dentaire et les soins de la vue. Le coût de l'employeur ne devra pas dépasser toutefois celui consenti aux policiers syndiqués (5 % du dernier salaire gagné avant la retraite).

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (715 170)	(677 279)
Charge de l'exercice	56 (79 143)	(66 727)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 30 648	28 836
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (763 665)	(715 170)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (966 588)	(881 749)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (966 588)	(881 749)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 202 923	166 579
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (763 665)	(715 170)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (763 665)	(715 170)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 43 849	35 270
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 43 849	35 270
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()	
	75 43 849	35 270
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 12 297	5 481
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 56 146	40 751
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 22 997	25 976
Rendement espéré des actifs	85 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 22 997	25 976
Charge de l'exercice	87 79 143	66 727
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (48 639)	(117 725)
Prestations versées au cours de l'exercice	92 30 647	28 836
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,13 %	2,59 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 2,59 %	3,46 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 6,00 %	6,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 6,00 %	6,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2020	2020
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine

Les employés pompiers participent à un régime de retraite simplifié où l'employeur et l'employé cotisent chacun 9,25 % (6 % en 2019) du salaire régulier de l'employé.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114	194 480	125 437
REER	115		
Autres régimes	116		
	117	194 480	125 437

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	8	8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Cotisations des élus au RREM	119	17 871	15 954
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	61 167	54 471
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121		
	122	61 167	54 471

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2020	2020	2020	2019	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	26 722 934	26 490 006	26 490 006	25 375 088
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	36 479	38 820	38 820	190 584
Activités de fonctionnement	3	494 255	506 688	506 688	482 618
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	86 819	40 823	40 823	72 087
	9	27 340 487	27 076 337	27 076 337	26 120 377
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 848 769	2 901 556	2 901 556	2 532 938
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	2 174 546	2 183 266	2 183 266	1 970 072
Matières résiduelles	13	2 608 047	2 625 413	2 625 413	2 263 022
Autres					
Travaux de cours d'eau	14		96 657	96 657	
	15				
	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	130 000	134 837	134 837	134 701
Service de la dette	18	1 796 193	1 782 318	1 782 318	1 730 975
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	9 557 555	9 724 047	9 724 047	8 631 708
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	9 557 555	9 724 047	9 724 047	8 631 708
	27	36 898 042	36 800 384	36 800 384	34 752 085

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	4 466	4 466	4 378
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	4 466	4 466	4 378
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33			
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	415 639	440 687	412 152
	36	415 639	440 687	412 152
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	415 639	445 153	416 530
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	18 539	18 554	18 539
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	18 539	18 554	18 539
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	434 178	463 707	435 069

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54		6 025	9 454
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	10 000	10 000	
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	89 411	187 569	158 717
Enlèvement de la neige	59	92 069	100 717	92 186
Autres	60			6 611
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		68 321	
Transport adapté	62		151 955	356 114
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67	158 000	78 746	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		20 801	16 038
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		5 963	5 963
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	100 000	29 080	29 080
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87		87 458	87 458
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	89 800	122 761	122 761
Autres	89	124 315	87 205	104 185
Réseau d'électricité	90			
	91	653 595	777 820	956 601
				837 494

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	23 778	23 778	
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	1 524 291	1 524 291	909 302
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	278 158	278 158	151 045
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	1 030 312	1 030 312	317 898
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	90 000	5 330 210	8 921 856
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			1 938 720
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	90 000	8 186 749	12 238 821

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138	238 703	238 326	238 326
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140		2 434 488	2 437 656
	141	238 703	2 672 814	6 820
TOTAL DES TRANSFERTS	142	982 298	11 637 383	13 083 135

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148	13 386	114 704	67 374
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	13 386	114 704	67 374
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153	30 600	13 602	13 602
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	30 600	13 602	13 602
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159	39 710	56 968	57 933
Traitement des eaux usées	160	20 493	23 067	20 493
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	164			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	60 203	80 035	78 426

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social		171		
Autres		172		
		173		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage		174		
Rénovation urbaine		175		
Promotion et développement économique		176		
Autres		177		
		178		
Loisirs et culture				
Activités récréatives		179		
Activités culturelles				
Bibliothèques		180		
Autres		181		
		182		
Réseau d'électricité		183		
		184		
		90 803	107 023	208 341
				145 800

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	41 500	70 492	53 668
	188	41 500	70 492	53 668
Sécurité publique				
Police	189		129 065	171 845
Sécurité incendie	190		83 826	
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193		212 891	171 845
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204			
Traitement des eaux usées	205		509 086	519 550
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207	4 000	20	795
Matières recyclables	208			
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212			
	213	4 000	20	520 345

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221			
	222			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	366 320	69 826	296 555
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	23 600	11 562	21 766
Autres	225	557 500	255 048	510 709
	226	947 420	336 436	829 030
Réseau d'électricité				
	227			
	228	992 920	406 948	1 574 888
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	1 083 723	513 971	1 720 688

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	203 200	172 997	276 828
Droits de mutation immobilière	231	2 093 257	2 812 694	2 565 399
Droits sur les carrières et sablières	232	200 000	378 158	28 536
Autres	233		20 000	
	234	2 496 457	3 383 849	2 870 763
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	822 000	627 553	1 721 378
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	273 745	215 114	351 999
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	1 988 832	107 588	2 236 901
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239		75 215	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241		536 036	1 609 076
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244			
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	968 978	1 127 736	703 579
	247	2 957 810	1 771 360	4 549 556
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	778 339	744 154	3 589	747 743	747 743	825 474
Greffe et application de la loi	2	1 400 027	1 290 315	5 065	1 295 380	1 295 380	1 233 186
Gestion financière et administrative	3	2 442 066	2 401 816	139 213	2 541 029	2 541 029	2 508 829
Évaluation	4	226 571	126 429		126 429	126 429	542 385
Gestion du personnel	5	400 438	313 904	1 033	314 937	314 937	229 360
Autres							
▪ Autres	6	2 367 682	2 843 285	321 076	3 164 361	3 164 361	2 628 586
▪	7						
	8	7 615 123	7 719 903	469 976	8 189 879	8 189 879	7 967 820
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 810 526	5 818 992		5 818 992	6 396 724	6 204 471
Sécurité incendie	10	3 546 071	3 681 285		3 681 285	4 009 267	3 566 474
Sécurité civile	11	25 974	54 498	2 213	56 711	56 711	22 265
Autres	12	146 077	100 031		100 031	100 031	146 519
	13	9 528 648	9 654 806	2 213	9 657 019	10 562 733	9 939 729
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 448 091	795 415	353 143	1 148 558	1 148 558	1 204 286
Enlèvement de la neige	15	1 410 236	1 249 647	32 849	1 282 496	1 282 496	1 499 076
Éclairage des rues	16	288 194	307 681	223 089	530 770	530 770	476 676
Circulation et stationnement	17	323 916	232 146	2 110 172	2 342 318	2 342 318	2 178 962
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 221 784	2 239 137		2 239 137	2 402 029	1 751 811
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	2 212 624	2 670 465	38 840	2 709 305	2 709 305	2 091 809
	22	7 904 845	7 494 491	2 758 093	10 252 584	10 415 476	9 202 620

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 489 340	1 272 212		1 272 212	3 701 424	1 196 978
Réseau de distribution de l'eau potable	24	927 677	883 539	1 132 826	2 016 365	883 539	986 698
Traitement des eaux usées	25	1 327 176	1 327 176		1 327 176	1 668 280	4 060 377
Réseaux d'égout	26	744 506	781 979	1 296 386	2 078 365	781 979	534 249
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	204 859	239 734	1 577	241 311	241 311	422 087
Élimination	28	405 365	474 373		474 373	474 373	464 843
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	217 582	150 767		150 767	150 767	233 820
Tri et conditionnement	30	126 775	87 845		87 845	87 845	58 968
Matières organiques							
Collecte et transport	31	262 794	263 249		263 249	263 249	68 253
Traitement	32	280 512	280 999		280 999	280 999	74 193
Matériaux secs	33	439 636	684 032		684 032	684 032	435 033
Autres							
Plan de gestion	35						
Autres							
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38		10 292		10 292	10 292	
Autres	39	16 755					2 458
	40	6 442 977	6 456 197	2 430 789	8 886 986	9 228 090	8 537 957
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 213 821	1 243 584	21 784	1 265 368	1 265 368	1 158 038
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	181 213	49 829		49 829	49 829	189 091
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						
	52	1 395 034	1 293 413	21 784	1 315 197	1 315 197	1 347 129
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	513 956	551 875	203 500	755 375	755 375	729 069
Patinoires intérieures et extérieures	54	885 855	890 711	89 300	980 011	980 011	967 904
Piscines, plages et ports de plaisance	55	78 998	280 428	30 192	310 620	310 620	88 163
Parcs et terrains de jeux	56	2 118 650	2 233 371	474 554	2 707 925	2 707 925	2 660 705
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	645 823	470 314		470 314	470 314	622 554
	60	4 243 282	4 426 699	797 546	5 224 245	5 224 245	5 068 395
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	414 265	564 975	16 868	581 843	581 843	635 242
Bibliothèques	62	663 359	693 611	35 652	729 263	729 263	671 034
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	745 281	336 117	20 357	356 474	356 474	755 342
	66	1 822 905	1 594 703	72 877	1 667 580	1 667 580	2 061 618
	67	6 066 187	6 021 402	870 423	6 891 825	6 891 825	7 130 013

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	2 037 340	1 857 354		1 857 354	2 000 440	1 778 377
Autres frais	70					21 043	21 314
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		2 000		2 000	68 918	91 328
Autres	72	224 497	217 834		217 834	218 535	172 966
	73	2 261 837	2 077 188		2 077 188	2 308 936	2 063 985
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		6 553 278 (	6 553 278)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
	Infrastructures			
	Conduites d'eau potable	1 450 391	1 450 391	2 990 430
	Usines de traitement de l'eau potable	2		
	Usines et bassins d'épuration	51 347	92 110	58 347
	Conduites d'égout	2 582 626	2 582 626	3 110 609
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6 109 290	6 109 290	7 845 531
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	637 243	637 243	985 485
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	2 301 243	2 301 243	382 133
	Autres infrastructures	126 647	126 647	125 285
	Réseau d'électricité	12		
	Bâtiments			
	Édifices administratifs	930 407	935 336	1 316 303
	Édifices communautaires et récréatifs	12 495 044	12 495 044	17 074 304
	Améliorations locatives	15		
	Véhicules			
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	73 491	210 071	1 091 511
	Ameublement et équipement de bureau	437 622	489 573	391 551
	Machinerie, outillage et équipement divers	587 256	700 807	339 692
	Terrains	20		38 921
	Autres	21		
		22	27 782 607	28 130 381
				35 750 102

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>				
	Infrastructures autres que pour nouveau développement			
	Conduites d'eau potable	23	1 366 965	1 366 965
	Usines de traitement de l'eau potable	24		2 697 827
	Usines et bassins d'épuration	25	51 347	92 110
	Conduites d'égout	26	2 397 391	2 490 969
	Autres infrastructures	27	8 898 673	8 898 673
	Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
	Conduites d'eau potable	28	83 426	83 426
	Usines de traitement de l'eau potable	29		292 603
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31	185 235	185 235
	Autres infrastructures	32	275 750	275 750
	Autres immobilisations	33	14 523 820	14 830 831
		34	27 782 607	28 130 381
				20 252 282
				35 750 102

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	163 437	24 968		188 405
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	20 293 311	5 223 597	1 391 038	24 125 870
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	45 672 291	19 813 102	3 644 464	61 840 929
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	66 129 039	25 061 667	5 035 502	86 155 204
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 500 423	9 166 007	242 532	12 423 898
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 500 423	9 166 007	242 532	12 423 898
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	3 500 423	9 166 007	242 532	12 423 898
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	3 500 423	9 166 007	242 532	12 423 898
	19	69 629 462	34 227 674	5 278 034	98 579 102
Dette en cours de refinancement	20 ()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	69 629 462	34 227 674	5 278 034	98 579 102

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	92 871 400
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	11 415 928
Activités de fonctionnement à financer	3	182 854
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	153 197
Débiteurs	9	11 720 286
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	662 812
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	91 933 887
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	4 694 718
Endettement net à long terme	17	96 628 605
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	953 583
Communauté métropolitaine	19	150 703
Autres organismes	20	2 277 000
Endettement total net à long terme	21	100 009 891
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	100 009 891
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	845 024	847 199	817 672
Sécurité publique				
Police	4	5 733 517	5 734 674	63 980
Sécurité incendie	5	3 546 071	3 681 285	
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 221 784	2 239 137	1 392 312
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 327 176	1 327 176	21 003
Matières résiduelles	12	1 459 430	1 431 168	1 278 503
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	15 133 002	15 260 639	4 632 205
				3 573 470

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1	140 152	81 148
Charges sociales	2	25 292	13 606
Biens et services	3	27 399 983	34 575 846
Frais de financement	4	217 180	138 901
Autres	5		
	6	27 782 607	34 809 501

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	34,00	35,00	70 613,00	3 474 445	921 635	4 396 080
Professionnels	2	1,30	40,00	2 225,00	110 638	15 325	125 963
Cols blancs	3	68,00	32,50	130 946,00	3 301 253	854 320	4 155 573
Cols bleus	4	44,00	38,50	113 543,00	2 811 063	748 571	3 559 634
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	147,30		317 327,00	9 697 399	2 539 851	12 237 250
Élus	9	9,00			442 126	89 469	531 595
	10	156,30			10 139 525	2 629 320	12 768 845

- Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
- En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	68 321				68 321
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		69 261	208 897		278 158
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		256 548	773 764		1 030 312
Autres	16	3 190 576	3 031 207	3 962 498	76 311	10 260 592
	17	3 258 897	3 357 016	4 945 159	76 311	11 637 383

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	497 956	501 268
	4	497 956	501 268
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	949 850	811 984
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	949 850	811 984
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	91 238	42 220
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	317 496	324 499
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	61 659	63 784
	26	470 393	430 503
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	137 755	63 479
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	21 234	
Autres	38		
	39	158 989	63 479
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 077 188	1 807 234

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
BOYER, Jean-Claude	Maire	86 571	17 044	20 693	
ARSENAULT, Mario	Conseiller	26 557	13 279		
BOUDRIAS, Chantale	Conseiller	29 683	15 046		
CAMIRAND, André	Conseiller	28 733	14 367	106	53
CAZES, Sylvain	Conseiller	27 100	13 550		
DI CESARE, Johanne	Conseiller	27 182	13 591		
LAPIERRE, Gilles	Conseiller	30 791	14 767	106	53
LEMELIN, David	Conseiller	27 228	13 614		
PERRON, Mario	Conseiller	28 744	14 279		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 1 707 000 \$ | | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | | | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | |
|--|---|-------------------------------------|---|--------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input checked="" type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | 425 867 \$ | | |

- | | | | | |
|---|---|-------------------------------------|---|--------------------------|
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> | 9 | <input type="checkbox"/> |
|---|---|-------------------------------------|---|--------------------------|

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

- | | | | | |
|--|----|--|--|----|
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | | | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | | | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | | | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | | | \$ |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | | | \$ |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | | | \$ |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | | | \$ |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | | | \$ |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | | | \$ |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | | | \$ |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ 181 185 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 _____ 525-11-19
- b) Date d'adoption de la résolution 59 _____ 2019-11-12
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de
Ville de Saint-Constant

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Constant (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, 11 mai 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	36 800 384
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	17 584
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 517 550
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	134 837
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	33 130 413

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	3 444 846 800
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	3 478 345 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	3 461 596 150

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,9571 / 100 \$
--	-----------	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	27 365 683
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	501 084
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	105 113
	9	27 971 880

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 863 184
Égout	11	2 181 479
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	2 618 162
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	130 000
Service de la dette	18	2 145 517
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	9 938 342
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	9 938 342
	27	37 910 222

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	4 467
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	4 467

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	391 892
	9	391 892

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	396 359

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	18 554
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	18 554

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	414 913

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	2 909 331 562 x	0,6587 /100 \$	19 163 767				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	260 988 268 x	0,7245 /100 \$	1 890 860				
Immeubles non résidentiels	4	261 009 806 x	1,9172 /100 \$	5 004 080				
Immeubles industriels	5	15 458 781 x	2,5498 /100 \$	394 168				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	19 927 883 x	1,3173 /100 \$	262 510				
Immeubles agricoles	8	98 724 457 x	0,6587 /100 \$	650 298				
Total	9			27 365 683	()	()		27 365 683
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	3 565 440 757 x	0,0145 /100 \$	501 084				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	22		x /100 \$					
Immeubles industriels	23		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24		x /100 \$					
Autres	25		x /100 \$					
Immeubles agricoles	26		x /100 \$					
Total	27			501 084	()	()		501 084
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28		x /100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	31		x /100 \$					
Immeubles industriels	32		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33		x /100 \$					
Autres	34		x /100 \$					
Immeubles agricoles	35		x /100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37		x %		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	233,00 \$
Égout	2	\$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	193,00 \$
Matières résiduelles	5	271,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Consommation d'eau piscine	50,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Consommation d'eau commerce et logement	113,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Eau compteur	0,4100	5 - du 1 000 litres	Jusqu'à 318m3
Eau compteur	1,0400	5 - du 1 000 litres	Excédent de 318m3

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	37 910 222
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 577 149
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	130 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>34 203 073</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	<u>3 565 440 757</u>
---	-----------	-----------------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	<u>0,9593 / 100 \$</u>
--	-----------	-------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	5 041 926	396 410		265 400	1 928 703	664 613
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	5 041 926	396 410		265 400	1 928 703	664 613

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	19 569 715			27 866 767
De secteur	2				
Autres	3	105 113			105 113
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	2 145 517			2 145 517
Autres	5	7 662 825			7 662 825
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	29 483 170			37 780 222

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	525 903 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-16	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	42 552 369 \$	
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	5 503 769 \$	
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	2 600 406 \$	
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	1 466 170 \$	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Sophie Laflamme, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Saint-Constant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 18 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Saint-Constant.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Saint-Constant consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Saint-Constant détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-11 09:34:21

Date de transmission au Ministère : 2021-05-19

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	43 535 016	45 658 253	46 658 948	12 619 847	48 650 361
Investissement	2	13 876 433	290 000	8 754 373		8 754 373
	3	57 411 449	45 948 253	55 413 321	12 619 847	57 404 734
Charges	4	44 340 169	41 214 651	47 270 678	12 269 892	48 912 136
Excédent (déficit) de l'exercice	5	13 071 280	4 733 602	8 142 643	349 955	8 492 598
Moins : revenus d'investissement	6 (	13 876 433)	(290 000)	(8 754 373)	)	(8 754 373)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(805 153)	4 443 602	(611 730)	349 955	(261 775)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	6 308 400		6 553 278	643 592	7 196 870
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	285 141			1 671	1 671
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 506 183)	(4 015 693)	(4 157 241)	(641 347)	(4 798 588)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	513 610)	)	(516 232)	(66 084)	(582 316)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 042 319	(427 909)	1 955 577	217 250	2 172 827
Autres éléments de conciliation	13	214 511		170 239	52 031	222 270
	14	3 830 578	(4 443 602)	4 005 621	207 113	4 212 734
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 025 425		3 393 891	557 068	3 950 959

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020	2019
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1		3 022 116	6 170 589
Débiteurs	2	24 475 909	27 233 578	29 781 721
Placements de portefeuille	3	420 357	331 426	331 426
Autres	4	38 600	36 600	58 641
	5	24 934 866	30 623 720	36 342 377
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6	1 308 331		
Dette à long terme	7	62 702 834	92 128 212	97 805 227
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			1 540 869
Autres	9	34 176 310	24 643 969	27 595 144
	10	98 187 475	116 772 181	126 941 240
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(73 252 609)	(86 148 461)	(90 598 863)
Actifs non financiers				
Immobilisations	12	185 369 823	206 570 252	220 653 435
Autres	13	490 313	328 379	473 969
	14	185 860 136	206 898 631	221 127 404
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	2 543 779	4 018 893	4 866 437
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 765 119	1 483 413	2 481 827
Réserves financières et fonds réservés	17	561 409	433 269	559 865
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	285 141 ) (	460 282 ) (	2 365 004) (
Financement des investissements en cours	19	(17 436 599)	(10 753 116)	(10 670 434)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	125 458 960	126 027 993	135 655 850
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	112 607 527	120 750 170	130 528 541

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget 2021	23	1 466 170	1 679 180
▪ Déneigement	24	17 243	85 939
▪	25		
▪	26		
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	1 483 413	1 765 119
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	998 414	616 192
	34	2 481 827	2 381 311
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
▪	35	433 269	561 409
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	126 596	194 280
	37	3 041 692	3 137 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	91 933 887
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	100 009 891

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020 Total consolidé	2019 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	188 405	163 437
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	61 840 929	45 672 291
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	24 125 870	20 293 311
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	12 423 898	3 500 423
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	98 579 102	69 629 462

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Réalizations 2019	Budget 2020	Réalizations 2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	34 752 085	36 898 042	36 800 384	36 800 384
Compensations tenant lieu de taxes	12	435 069	434 178	463 707	463 707
Quotes-parts	13				286 250
Transferts	14	455 888	892 298	3 450 634	3 632 583
Services rendus	15	961 919	1 083 723	513 971	1 337 266
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	3 693 877	3 118 457	3 979 814	4 709 500
Autres	17	3 236 178	3 231 555	1 450 438	1 420 671
	18	43 535 016	45 658 253	46 658 948	48 650 361
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	12 238 821	90 000	8 186 749	8 186 749
Autres	22	1 637 612	200 000	567 624	567 624
	23	13 876 433	290 000	8 754 373	8 754 373
	24	57 411 449	45 948 253	55 413 321	57 404 734

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Administration générale	1	7 615 123	7 719 903	469 976	8 189 879	8 189 879	7 967 820
Sécurité publique							
Police	2	5 810 526	5 818 992		5 818 992	6 396 724	6 204 471
Sécurité incendie	3	3 546 071	3 681 285		3 681 285	4 009 267	3 566 474
Autres	4	172 051	154 529	2 213	156 742	156 742	168 784
Transport							
Réseau routier	5	3 470 437	2 584 889	2 719 253	5 304 142	5 304 142	5 359 000
Transport collectif	6	2 221 784	2 239 137		2 239 137	2 402 029	1 751 811
Autres	7	2 212 624	2 670 465	38 840	2 709 305	2 709 305	2 091 809
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	4 488 699	4 264 906	2 429 212	6 694 118	7 035 222	6 778 302
Matières résiduelles	9	1 937 523	2 180 999	1 577	2 182 576	2 182 576	1 757 197
Autres	10	16 755	10 292		10 292	10 292	2 458
Santé et bien-être	11						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 213 821	1 243 584	21 784	1 265 368	1 265 368	1 158 038
Promotion et développement économique	13	181 213	49 829		49 829	49 829	189 091
Autres	14						
Loisirs et culture	15	6 066 187	6 021 402	870 423	6 891 825	6 891 825	7 130 013
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	2 261 837	2 077 188		2 077 188	2 308 936	2 063 985
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	41 214 651	40 717 400	6 553 278	47 270 678	48 912 136	46 189 253
Amortissement des immobilisations	20		6 553 278	(6 553 278)			
	21	41 214 651	47 270 678		47 270 678	48 912 136	46 189 253

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	13 876 433	8 754 373	8 754 373	
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations - Acquisition	2 (	34 809 501 )(	27 782 607 )(	347 774 )(	28 130 381)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	52 416 )(	52 408 )(	)	52 408)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	20 164 145	24 691 993	82 029	24 774 022
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	513 610	516 232	66 084	582 316
Excédent accumulé	6	330 411	555 900	209 711	765 611
	7	(13 853 751)	(2 070 890)	10 050	(2 060 840)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	8	22 682	6 683 483	10 050	6 693 533

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14